

12179595

NOM DE L'OPERATION : Approbation des comptes 2024 de la société de
Amorçage

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/06/2025
Retour Préfecture : 24/06/2025

Raison Sociale : Nord France Amorçage

Adresse : 151 Boulevard du Président Hoover
59800 LILLE

I – Activité et bilan du fonds Nord France Amorçage depuis l'origine

Depuis sa création NFA a accompagné 107 entreprises représentant plus de 1370 emplois et détenant plus de 200 brevets.

NFA a bénéficié d'une augmentation de capital, effective le 24 décembre 2024 et portant le capital à 50M€ (dont 34,3 M€ de fonds FEDER minimum).

L'ensemble des 37M€ du capital de NFA jusqu'à cette date ont été intégralement déployés (NFA a investi 40,8 M€ dans les entreprises à fin 2024).

Les 15,6M€ de flux récupérés sur les cessions ont permis de poursuivre l'activité en 2024.80% des flux de cessions concernant principalement les entreprises rentrées en portefeuille avant 2018 (13 entreprises).

Les cessions réalisées permettent à NFA de poursuivre ses investissements. Le multiple moyen sur les cessions est de 1,6 ce qui compense les pertes inhérentes à un fonds d'amorçage.

Sur les 40,8 M€, NFA a investi pour 16,7 M€ sur le secteur digital, 15,6 M€ dans le secteur de la santé et 8,4M€ dans l'industrie.

L'effet d'entraînement d'1 euro investi par NFA est de 6. Ce sont 268 M€ levés en fonds propres pour les entreprises régionales.

NFA accompagne des entreprises « à potentiel » au sein de son portefeuille, voici quelques exemples :

✓ **Tiamat (prise de participation en 2020)**

Investissement global de 1 M€ de NFA.

Il s'agit d'une entreprise qui développe une innovation de rupture (fabrication de batterie à partir du sodium-ion).

Un deuxième tour de table significatif devrait être signé au 1^{er} semestre 2025 avec l'entrée notamment de Siemens. En mai 2024, la société a confirmé l'implantation de sa gigafactory sur le site de Boves.

✓ **In Brain Pharma (prise de participation en 2018)**

Investissement global de 550 k€ de NFA.

L'entreprise développe un procédé innovant pour le traitement de la maladie de Parkinson.

Recrutement d'une nouvelle CEO et poursuite de la levée de fonds.

✓ **Lattice Medical (prise de participation 2018)**

Investissement global de 800 k€ de NFA.

L'entreprise développe une prothèse mammaire résorbable.

Poursuite de l'essai clinique en France avec une levée en cours pour financer le marquage CE et US de la prothèse.

✓ **X'Prochem (prise de participation en 2018)**

Investissement global de 620 k€ de NFA.

Création d'une unité de production industrielle « GMP » marquant le passage d'une activité de laboratoire à celle d'un industriel.

✓ **Hemerion Therapeutics (prise de participation en 2022)**

Investissement global de 1 000 k€ de NFA.

L'entreprise développe une innovation pour l'élimination des cellules tumorales avec une première application au glioblastome.

Réalisation d'une levée de fonds d'un montant total de 6 M€ fin 2024

Lancement d'un essai clinique aux Etats-Unis. Les premiers patients ont été traités avec des résultats encourageants.

✓ **Niryo (prise de participation en 2020)**

Investissement global de 500 k€ de NFA.

L'entreprise développe des solutions robotiques collaboratives pour le monde de l'éducation et de l'industrie.

La société était historiquement positionnée sur le marché de l'éducation avec une plus de 50% de son chiffre d'affaires à l'export. Depuis fin 2024 et après plusieurs années de R&D, Niryo a sorti une solution robotique pour le marché des entreprises.

II – Activité 2024

En 2024, le montant investi de 3,3 M€ est conforme à la moyenne annuelle des montants investis depuis 2013.

Pour autant, pour la seconde année consécutive, l'année 2024 a été marquée par une baisse du nombre de primo investissements : 5 opérations réalisées contre 9 en moyenne depuis la création de NFA. Cette situation s'explique par une baisse de la qualité du dealflow.

Cette diminution du nombre d'opérations a été compensée par les réinvestissements : 10 opérations contre 8 en moyenne, avec un ticket moyen de 200K€ contre 150K€ en moyenne.

Ces opérations de réinvestissement concernent principalement le secteur de la santé et nutrition avec 63% des montants déployés.

L'effet levier est de 6 pour l'année 2024 avec 36M€ levés en fonds propres.

En 2024, l'équipe NFA a participé à plus de 30 comités de sélection d'incubation et d'accélération sur l'ensemble de la Région.

Le contexte national des cessions est marqué par un temps de concrétisation des opérations qui s'allongent, les cessions en volume et en valeur sont en baisse depuis 2023. NFA fonds d'amorçage n'a pas échappé à cette tendance.

L'année 2024 a néanmoins permis de concrétiser 4 cessions : Crime Science Technologie, OCRVet, Hainaut Plast Industry et Alicante.

III – Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2024

Les comptes présentés reflètent l'activité de capital risque de NFA.

Depuis sa création, le fonds investit, paye ses charges et provisionne ses prises de risque. NFA a commencé ses premières cessions en 2018 et ce sont les plus-values de cession qui vont permettre à NFA d'équilibrer à terme ses comptes.

Cet exercice 2024 est marqué par un résultat net de l'exercice qui fait apparaître une perte de 1.858K€ (contre une perte de 1.865K€ au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2023).

L'année 2022 avait été marquée par des cessions plus importantes dues à la maturité du portefeuille 2013-2017. Le contexte économique étant plus compliqué, le portefeuille actuel a besoin de maturité avant d'être cédé.

Il est à noter que les plus-values de cession latentes ne sont pas comptabilisées dans ce bilan.

Au 31 décembre 2024, le portefeuille de NFA compte 50 sociétés actives pour un montant de 21 millions d'euros.

Les charges sont composées de :

- la rémunération du gestionnaire (contractuelle et encadrée par le FEDER). ;
- honoraires commissaire aux comptes (KPMG) ;
- frais divers de fonctionnement (frais de domiciliation à la Région, expertises juridiques ponctuelles).

Les provisions s'élèvent à 2 117 K€ en 2024.

Ces provisions sont compensées par une reprise de provision de 2 640 K€ qui correspond à la sortie du portefeuille d'entreprises en liquidation.

A noter que NFA, contrairement aux autres fonds d'amorçage, ne bénéficie pas d'une garantie de portefeuille par BPI car NFA est un fonds public.

NFA démontre une gestion prudente de ses comptes.

Les produits financiers correspondent aux intérêts des obligations convertibles (mais la participation de NFA est essentiellement en actions) et aux intérêts issus du placement de trésorerie.

La trésorerie de NFA est placée sur des comptes à terme. En 2024, ce sont 281 K€ d'intérêts qui ont été perçus sur les 10M€ de trésorerie.

Les plus-values latentes du portefeuille ne sont pas comptabilisées conformément aux normes comptables. Compte tenu de la situation des entreprises du portefeuille de NFA, au 31 décembre 2023, le montant estimé de la plus-value latente globale du portefeuille de Nord France Amorçage progresse toujours et est de 4,8 M€ (elles étaient estimées à 6,9 M€ fin 2023).

Il convient de souligner que les plus-values latentes dans le cadre d'investissement dans des sociétés en phase d'amorçage peuvent connaître des variations importantes.

IV - Enjeux et perspectives

NFA a identifié des enjeux importants pour l'année 2025 :

- Un enjeu de cessions sur les premières lignes de portefeuille,
- Une sélectivité renforcée des sociétés accompagnées dans le cadre des réinvestissements,
- Un renforcement de la création de valeur pour les entreprises à potentiel avec un accompagnement financier et stratégique dédié.

La société de gestion SIPAREX, agréée AMF, a été sélectionnée en 2020 pour mettre en œuvre la stratégie d'investissement de NFA, exécuter ses décisions d'investissement et de désinvestissement, assister NFA pour l'ensemble de son activité.

Une convention de prestation de gestion, conseil et assistance a été signée pour 5 ans entre SIPAREX et NFA. Cette convention expire le 1^{er} avril 2025.

Afin de poursuivre l'activité de NFA au 1^{er} avril 2025, une procédure de sélection est en cours. Cette procédure d'appel d'offre mise en œuvre par le Président de NFA, accompagné par les services techniques de la Région, permettra de sélectionner une société de gestion pour une nouvelle période de 5 ans.



KPMG AUDIT FS I SAS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

12179595

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/06/2025
Retour Préfecture : 24/06/2025

Nord France Amorçage

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Nord France Amorçage

151 avenue du Président Hoover 59555 LILLE CEDEX

KPMG Audit FS I, société de commissaires aux comptes rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.

Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société par actions simplifiée

Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
Capital social : 200 000 €
512 802 596 RCS Nanterre



KPMG AUDIT FS I SAS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Nord France Amorçage

151 avenue du Président Hoover 59555 LILLE CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Associé unique de la société Nord France Amorçage,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Nord France Amorçage relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

KPMG Audit FS I, société de commissaires aux comptes rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société par actions simplifiée
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
Capital social : 200 000 €
512 802 596 RCS Nanterre



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Instruments Financiers :

Les instruments financiers de capital d'investissement détenus à l'actif sont valorisés selon les principes et méthodes décrits dans la note "IX - Titres immobilisés de l'activité de portefeuille TIAP" de l'annexe des comptes annuels.

Nous avons pris connaissance des procédures mises en place par la société pour analyser les informations recueillies des différentes sociétés et pour procéder à la valorisation des instruments financiers de capital d'investissement détenus.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 1^{er} avril 2025

KPMG AUDIT FS I SAS

Xavier DE CONINCK

Associé

| Détail des postes | Valeurs brutes | Amortis. et provisions | Valeurs nettes | Au 311223 |
|---|----------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| Capital souscrit non-appelé (I) | 9 000 000,00 | | 9 000 000,00 | |
| Capital souscrit non-appelé (I) | 9 000 000,00 | | 9 000 000,00 | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions, brevets, droits simil | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immob. incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes sur immos | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techn., mat., outil | | | | |
| Autres immob. corporelles | | | | |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances & acomptes | | | | |
| Immobilisations financières | 26 760 465,40 | 11 059 177,57 | 15 701 287,83 | 14 821 256,69 |
| Participations selon mise en équ. | | | | |
| Autres participations | 26 506 502,14 | 10 838 204,18 | 15 668 297,96 | 14 821 136,36 |
| Créances rattach. à des particip. | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immob. financières | 253 963,26 | 220 973,39 | 32 989,87 | 120,33 |
| TOTAL II | 35 760 465,40 | 11 059 177,57 | 24 701 287,83 | 14 821 256,69 |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Matières premières & approvision | | | | |
| En cours de production de biens | | | | |
| En cours production de services | | | | |
| Produits intermédiaires & finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances & acomptes versés/com. | | | | |
| Avances & acomptes versés/com. | | | | |
| Créances | 150 488,97 | 72 437,17 | 78 051,80 | 112 404,20 |
| Clients et comptes rattachés | | | | |
| Autres créances | 150 488,97 | 72 437,17 | 78 051,80 | 112 404,20 |
| Capital souscrit appelé non versé | | | | |
| Divers | 10 943 329,91 | | 10 943 329,91 | 9 604 374,91 |
| Valeurs mobilières de placement | 2 277 327,91 | | 2 277 327,91 | 2 209 283,46 |
| Disponibilités | 8 666 002,00 | | 8 666 002,00 | 7 395 091,45 |
| Charges constatées d'avance | | | | |
| Charges constatées d'avance | | | | |

| Détail des postes | Valeurs brutes | Amortis. et provisions | Valeurs nettes | Au 311223 |
|---|----------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| TOTAL III | 11 093 818,88 | 72 437,17 | 11 021 381,71 | 9 716 779,11 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | |
| Primes rembours. d'obligations (IV) Primes de rembours. d'obligations | | | | |
| Ecart de conversion actif (V) Ecart de conversion actif (VI) | | | | |
| TOTAL GENERAL (I à VI) | 46 854 284,28 | 11 131 614,74 | 35 722 669,54 | 24 538 035,80 |

| Détail des postes | | Valeurs nettes | Au 311223 |
|--|--|-----------------------|-----------------------|
| Capital social ou individuel | | 50 000 000,00 | 37 000 000,00 |
| Capital social ou individuel | | 50 000 000,00 | 37 000 000,00 |
| Primes d'émission, de fusion | | | |
| Primes d'émission, de fusion | | | |
| Ecart de réévaluation | | | |
| Ecart de réévaluation | | | |
| Réserves | | | |
| Réserve légale | | | |
| Rés. statutaires ou contractuelles | | | |
| Réserves réglementées | | | |
| Autres réserves | | | |
| Report à nouveau | | -12 824 237,37 | -10 959 339,42 |
| Report à nouveau | | -12 824 237,37 | -10 959 339,42 |
| Acompte sur boni de Liquidation | | | |
| Acompte sur boni de Liquidation | | | |
| Résultat de l'exercice | | -1 858 219,45 | -1 864 897,95 |
| Résultat de l'exercice | | -1 858 219,45 | -1 864 897,95 |
| Subventions d'investissement | | | |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | | | |
| Provisions réglementées | | | |
| TOTAL (I) | | 35 317 543,18 | 24 175 762,63 |
| Produits émissions titres particip. | | | |
| Produits émissions titres particip | | | |
| Avances conditionnées | | | |
| Avances conditionnées | | | |
| TOTAL (II) | | | |
| Provisions pour risques | | | |
| Provisions pour risques | | | |
| Provisions pour charges | | | |
| Provisions pour charges | | | |
| TOTAL (III) | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | |

Impression provisoire

| Détail des postes | | | Valeurs nettes | Au 311223 |
|--|--|--|----------------------|----------------------|
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts & dettes aup. étab. crédit | | | | |
| Emprunts & dettes aup. étab. crédit | | | | |
| Emprunts et dettes financ. divers | | | | |
| Emprunts et dettes financ. divers | | | | |
| Avanc. & cptes reçus/com en cours | | | | |
| Av. & ac. reçus s/com. en cours | | | | |
| Dettes fourniss. & cptes rattachés | | | 405 126,36 | 362 273,17 |
| Dettes fourniss. & cptes rattachés | | | 405 126,36 | 362 273,17 |
| Dettes fiscales et sociales | | | | |
| Dettes fiscales et sociales | | | | |
| Dettes sur immo. et cptes rattachés | | | | |
| Dettes sur immo. & cptes rattachés | | | | |
| Autres dettes | | | | |
| Autres dettes | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL (IV) | | | 405 126,36 | 362 273,17 |
| Ecarts de conversion passif (V) | | | | |
| Ecarts de conversion passif | | | | |
| TOTAL GENERAL (I à V) | | | 35 722 669,54 | 24 538 035,80 |

Impression provisoire

| Détail des postes | | Au 311224 | Au 311223 |
|--|--|----------------------|----------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | |
| Montant net Chiffre d'affaires | | | |
| Ventes de marchandises | | | |
| Production vendue (B&S) | | | |
| Autres produits d'exploitation | | | |
| Production stockée | | | |
| Production immobilisée | | | |
| Subventions d'exploitation | | | |
| Reprise /prov. & transferts charge | | | |
| Autres produits | | | |
| TOTAL | | | |
| Autres achats et charges externes | | -774 909,98 | -738 925,68 |
| MARGE SUR M/SES & MAT | | -774 909,98 | -738 909,98 |
| Impôts, taxes et vers. assimilés | | | |
| Impôts, taxes et vers/ assimilés | | | |
| Charges du personnel | | | |
| Salaires et traitements | | | |
| Charges sociales | | | |
| Dotations aux amortis. & provisions | | | |
| Amort. sur immobilisations | | | |
| Provis. sur immobilisations | | | |
| Provis. sur actif circulant | | | |
| Amort. pour risque et charges | | | |
| Autres charges | | | |
| Autres charges | | | |
| TOTAL | | | |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | -774 909,98 | -740 835,93 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | -774 909,98 | -740 820,23 |
| QUOTES-PARTS RESULTATS /OP COM (II) | | | |
| Quotes parts résultat/op. comm. | | | |
| QUOTES-PARTS RESULTATS /OP COM (II) | | | |
| Quotes-parts résultats/op comm. | | | |
| PRODUITS FINANCIERS (III) | | | |
| De participations | | | |
| D'autres valeurs mobil. & créances | | | |
| Autres intérêts et produits assim. | | | |
| Reprise/provis. & transf. charges | | | |
| Différ. positives de change | | | |
| Prod. nets/cess. val. mobil. plac. | | | |
| CHARGES FINANCIERES (III) | | | |
| Dot. aux amort. & aux provisions | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | |
| Différences négatives de change | | | |
| PRODUITS FINANCIERS (III) | | 3 074 291,21 | 1 858 889,60 |
| De participations | | 153 444,15 | 144 041,40 |
| D'autres valeurs mobil. & créances | | 210 414,33 | 187 532,84 |
| Autres intérêts et produits assim. | | 2 640 123,94 | 1 516 992,03 |
| Reprise/provis. & transf. charges | | 70 308,79 | 10 323,33 |
| Différ. positives de change | | | |
| Prod. nets/cess. val. mobil. plac. | | | |
| CHARGES FINANCIERES (III) | | -2 116 769,49 | -3 076 887,97 |
| Dot. aux amort. & aux provisions | | -2 116 769,49 | -3 076 887,97 |
| Intérêts et charges assimilées | | | |
| Différences négatives de change | | | |

| Détail des postes | | | Au 311224 | Au 311223 |
|--|--|--|---------------|---------------|
| Charges nettes/cess. mob. de plac. RESULTAT FINANCIER | | | 957 521,72 | -1 217 998,37 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS (IV) Sur opérations de gestion Sur opér. de capital, cess. actifs Sur opér. de capital, subv. d'inv. Autres opér. de capital Reprises/prov. & transf.de charges | | | 1 413 194,04 | 1 374 995,08 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES (IV) Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amort. & provis. | | | -3 454 025,23 | -1 281 074,43 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | | | -2 040 831,19 | 93 920,65 |
| IMPOTS SUR LES BENEFICES (VI) Impôts sur les bénéfices | | | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | | -1 858 219,45 | -1 864 897,95 |

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

La durée de l'exercice comptable est de douze mois. Il commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre suivant.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général modifié par le règlement ANC du 2016-07.

Les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024 se caractérisent par un montant total de bilan de 35 722 669 € et une perte de l'exercice de 1 858 219 €.

Faits Marquants et Evènements Post Clôture

Cet exercice 2024 a été consacré à la poursuite de la politique d'investissement de Nord France Amorçage et aux réinvestissements des entreprises déjà présentes en portefeuille.

Ainsi, au 31 décembre 2024, le portefeuille de la Société s'élève à 26,7 millions d'euros et compte 67 sociétés de la Région Hauts-de-France.

La société a réalisé une augmentation de capital de 13 millions d'euros portant le capital social de la société de 37 millions d'euros à 50 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Il n'y a pas d'évènements post clôture significatifs.

I - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

TITRES IMMOBILISES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE

Les méthodes d'évaluation retenues sont indiquées dans la rubrique spécifique paragraphe IX de l'annexe.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT, SICAV ET FCP

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites en comptabilité pour leur coût historique et font l'objet d'une provision lorsque leur cours au 31 décembre est inférieur à leur valeur d'acquisition.

Les parts de SICAV et FCP sont évalués à leur dernière valeur liquidative connue.

DISPONIBILITES

Outre les valeurs mobilières de placement, les disponibilités peuvent être utilisées pour souscrire des dépôts à terme en banque. Leurs échéances et leurs modalités de rémunération et de remboursement sont définis par des contrats.

EVALUATION DES TITRES LORS DE LA SORTIE DU PATRIMOINE

Le cours d'entrée des titres immobilisés de l'activité de portefeuille cédés est estimé suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CUMP).

Le cours d'entrée des valeurs mobilières de placement cédées est estimé suivant la méthode du premier entré premier sorti (PEPS).

CALCUL DES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERES

Les intérêts financiers sont calculés prorata temporis.

II - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**ASSURANCE BPI FRANCE**

La société n'a pas opté pour une couverture d'assurance BPI FRANCE dans le cadre de son activité de prise de participations, l'origine de ses fonds ne la rendant pas éligible à ce type de dispositif.

REGIME FISCAL

La société a opté pour le régime fiscal des sociétés de capital risque qui prévoit, pour les sociétés qui en bénéficient, une exonération quasi-totale d'impôt sur les sociétés en contrepartie d'une activité exclusive de gestion de participations dans le cadre de l'activité de capital risque exercée.

III - ENGAGEMENTS HORS BILAN**Engagements donnés et reçus :**

| Modalités | Mode | Date de début | Date de fin | Montant | Devise |
|---|-------|---------------|-------------|-----------|--------|
| Complément de prix déterminé en fonction de la réalisation d'un chiffre d'affaires cumulé sur les projet SNCF au cours des exercices clos au 31/12/2022 - 31/12/2023 et 31/12/2024 | Reçu | 19/12/2022 | 19/12/2025 | 115617,48 | EUR |
| Conversion limitée à des évènements particuliers (Tranche A/B). | Donné | 27/04/2022 | 27/04/2027 | 100540 | EUR |
| Engagement de non conversion de 100% des OC | Donné | 26/04/2022 | 26/04/2027 | 50008,26 | EUR |
| engagement de non conversion de 12 000 obligations convertibles | Donné | 30/06/2023 | 01/07/2028 | 60000 | EUR |
| Engagement de non-conversion de 50% des obligations convertibles (soit 8 621 OC pour NFA) conditionné à l'atteinte d'un Excédent Brut d'Exploitation retraité* de 397 000 € au 31/12/2023 | Donné | 16/04/2021 | 31/03/2026 | 50001,8 | EUR |
| engagement de non conversion de 50% des obligations souscrites : <input type="checkbox"/> sauf en cas de cession de contrôle <input type="checkbox"/> si le CAHT au 30 juin 2021 est d'au moins 3.606.000 € et l'EBE d'au moins 747.000 € | Donné | 06/03/2019 | 31/12/2024 | 25927,69 | EUR |
| Engagement : non conversion de 75% des obligations convertibles, sauf en cas de dissolution ou liquidation de la société, de non- paiement à bonne date des sommes dues au titre de l'emprunt obligataire ou de mise en œuvre du droit de retrait : 1852 OC | Donné | 09/12/2022 | 09/12/2027 | 66672 | EUR |
| GAP consentie par les cédants avec seuil de déclenchement 50 k€ et limité à 491 404,20 € (20% du prix) | Donné | 19/12/2022 | 19/12/2025 | 102890,64 | EUR |
| Les titulaires d'OC 3 renoncent à convertir la Tranche 3 des OC (sous conditions) | Donné | 30/04/2020 | 30/04/2025 | 150008,3 | EUR |
| Non conversion de 75% des obligations convertibles, sauf en cas de dissolution ou liquidation de la société, de non- paiement à bonne date des sommes dues au titre de l'emprunt obligataire ou de mise en œuvre du droit de retrait : 37268 OC | Donné | 08/11/2022 | 08/11/2027 | 67082,4 | EUR |
| OCNC sous conditions | Donné | 04/02/2021 | 30/06/2025 | 18737,08 | EUR |
| OCNC sous conditions | Donné | 13/04/2021 | 13/04/2026 | 102652 | EUR |
| | | | Somme : | 910 138 | |

Autres engagements reçus et donnés liés aux sociétés du portefeuille

Dans le cadre de la gestion du portefeuille de participations, des engagements courants peuvent être reçus ou donnés par la société visant, notamment, à mettre en place des partages de plus-values à terme, des révisions de prix, des mécanismes de conversion d'obligations et des modalités d'acquisition ou de cession de titres. Ces différents éléments, conditionnés, notamment, par l'atteinte de résultats ou de « milestones » lors des exercices futurs, ne sont pas évaluables à la date de clôture, compte tenu de leur définition.

IV - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

| <u>CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE :</u> <u>(en euros)</u> | A l'ouverture | Augmentation | Diminution | A la clôture |
|---|---------------|--------------|------------|--------------|
| Actionnaires : capital souscrit non appelé | 0 | 9 000 000 | | 9 000 000 |
| TOTAL | 0 | 9 000 000 | 0 | 9 000 000 |

ACTIF IMMOBILISE :

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

| <u>Immobilisations :</u> (en euros) | A l'ouverture | Augmentation | Diminution | A la clôture |
|---|-------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisations financières | 26 366 907 | 3 847 704 | 3 454 146 | 26 760 465 |
| TOTAL | 26 366 907 | 3 847 704 | 3 454 146 | 26 760 465 |

Les immobilisations financières sont composées principalement de TIAP (actions et obligations convertibles) à hauteur de 26 506 k€ et de comptes courant attachés à ces TIAP à hauteur de 228 k€.

| <u>Amortissements et provisions</u> (en euros) | A l'ouverture | Augmentation | Diminution | A la clôture |
|--|-------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Autres immob. financières | 11 545 651 | 2 107 427 | 2 593 900 | 11 059 178 |
| TOTAL | 11 545 651 | 2 107 427 | 2 593 900 | 11 059 178 |

| <u>Etat des créances :</u> (en euros) | Montant brut | à 1 an au plus | à plus d'1 an |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Actif immobilisé | 253 963 | 95 213 | 158 750 |
| Actif circulant et charges constatées | 150 489 | 91 642 | 58 847 |
| TOTAL | 404 452 | 186 855 | 217 597 |

| <u>Provision pour dépréciation</u> <u>d'actifs circulants :</u> (en euros) | A l'ouverture | Dotation de l'exercice | Reprise de l'exercice | A la clôture |
|--|----------------|------------------------|-----------------------|---------------|
| Provision sur créances | 109 319 | 9 343 | 46 224 | 72 437 |
| TOTAL | 109 319 | 9 343 | 46 224 | 72 437 |

PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES DU BILAN : 192 109 €

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE : 0 €

V - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

| CAPITAL SOCIAL : | Nombre Actions | Valeur Nominale |
|-------------------------|-------------------|--------------------|
| Titres début d'exercice | 370 000 | 100 € |
| Titres émis | 130 000 | 100 € |
| Titres annulés | | |
| Titres fin d'exercice | 500 000 | 100 € |

| CAPITAUX PROPRES (en euros) | A l'ouverture | Augmentation | Diminution | A la clôture |
|---------------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| Capital social souscrit non appelé | | | | |
| Capital social appelé et versé | 37 000 000 | 13 000 000 | | 50 000 000 |
| Réserve légale | 0 | | | 0 |
| Autres réserves | 0 | | | 0 |
| Report à nouveau | -10 959 340 | | 1 864 897,95 | -12 824 238 |
| Résultat de l'exercice | 0 | | 1 858 219 | -1 858 219 |
| TOTAL | 26 040 660 | 13 000 000 | 3 723 117 | 35 317 543 |

| PROVISIONS : (en euros) | A l'ouverture | Augmentation | Diminution | A la clôture |
|-----------------------------------|---------------|--------------|------------|--------------|
| Provision pour impôts | | Néant | Néant | |
| TOTAL | 0 | 0 | 0 | 0 |

| Etats des dettes : (en euros) | Montant brut | A 1 an au + | +1 an - 5 ans | A + de 5 ans |
|---|----------------|----------------|---------------|--------------|
| Dettes financières diverses | 0 | 0 | 0 | |
| Fournisseurs | 405 126 | 405 126 | 0 | |
| Dettes fiscales & sociales | 0 | 0 | 0 | |
| Dettes sur immob. financières | 0 | 0 | 0 | |
| Autres dettes | 0 | 0 | 0 | |
| TOTAL | 405 126 | 405 126 | 0 | |

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES DU BILAN : 375 763 €

VI - DETAIL DES PRODUITS ET DES CHARGES

PRODUITS A RECEVOIR : Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan

| | |
|--------------------------------------|-------------------------|
| Intérêts courus sur OC et CC | 26 393 € |
| Etat produit à recevoir | 0 € |
| Créditeurs divers | 0 € |
| Créances sur titres de participation | 150 489 € |
| Intérêts courus sur comptes à terme | 15 227 € |
| TOTAL | <u>192 109 €</u> |

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE : 0 €

CHARGES A PAYER :

| | |
|--|-------------------------|
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 375 763 € |
| Dettes fiscales et sociales | 0 € |
| Autres dettes | 0 € |
| TOTAL | <u>375 763 €</u> |

VII - PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les produits et charges exceptionnels de l'exercice sont relatifs à la conversion d'obligations en actions, au remboursement de comptes courants, à la cession de participations du portefeuille et à la sortie de lignes faisant l'objet de liquidation judiciaire.

VIII - REMUNERATION DU GESTIONNAIRE

La société SIPAREX XANGE VENTURE (le gestionnaire), société du groupe SIPAREX, a été sélectionnée par le Conseil régional du Nord Pas de Calais pour assurer la gestion de Nord France Amorçage. En contrepartie de sa mission de gestion, le gestionnaire perçoit les rémunérations suivantes :

a) Rémunération fixe :

La rémunération fixe est payable au Gestionnaire trimestriellement, le premier jour de chaque trimestre civil.

Elle s'est élevée, pour l'ensemble de l'exercice 2024, à 341 913,70 €.

b) Rémunération variable :

La rémunération variable est payable au Gestionnaire annuellement, au plus tard le dernier jour suivant la clôture de l'exercice précédent.

Elle s'est élevée, pour l'ensemble de l'exercice 2024, à 356 758,50 €.

Ces rémunérations, fixe et variable, sont conformes au projet de textes issu du règlement délégué du règlement FEDER 1303-2013 et des nouveaux programmes FEDER 2014-2020 Nord Pas De Calais et FEDER 2014-2020 Picardie.

c) Plafonnement réglementaire

Il est précisé que conformément à la législation européenne et étant donné que Nord France Amorçage est intégralement dotée de contributions du PO FEDER 2007-2013 et du PO FEDER 2014-2020, la rémunération totale (part fixe + part variable) ne peut être supérieure à 3% du capital (article 43 du règlement d'exécution 1028/2006).

IX - TITRES IMMOBILISES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE TIAP

A - VALEUR ESTIMATIVE

Les instruments financiers et valeurs détenues par la Société sont évaluées selon les méthodes et critères préconisés par l'*International Private Equity and Venture Capital Valuation Board (IPEV Valuation Board)*, et conformément à la réglementation comptable française applicable à la Société.

Dans le cas où l'IPEV Valuation Board modifierait les préconisations contenues dans son guide, la Société appliquera les nouvelles méthodes et critères d'évaluation. Dans ce cas, elle mentionnera lesdites évolutions apportées dans son annexe aux comptes sociaux.

Ainsi, le portefeuille sera évalué en « Juste Valeur », selon les critères suivants :

1°/ Sociétés de type capital risque, dont les titres ne sont pas admis sur un marché réglementé ou régulé (« sociétés non cotées »): sociétés en création, ou sans revenus et/ou résultats significatifs:

Ces sociétés ne génèrent habituellement pas de résultats significatifs, ni de flux de trésorerie à court terme.

Ces valeurs ou titres non cotés seront évalués sur la base des dernières transactions observées, en principe pendant une période n'excédant pas une année.

Au terme de cette période, si une autre méthode de valorisation alternative ne peut être envisagée, liée aux évolutions de la société, la valorisation antérieure sera inchangée.

Lorsque la Société constate une détérioration notable (ou une amélioration notable) de la situation et des perspectives de la société émettrice, une diminution (ou une progression) de valeur sera constatée. Tout élément susceptible de diminuer de façon substantielle la valeur d'un investissement doit être intégré dans l'évaluation des titres ou valeurs détenus par la Société, notamment dans les cas de figure suivants :

- performances ou perspectives de l'entreprise inférieures aux anticipations sur lesquelles la décision d'investissement a été fondée,
- performances systématiquement et sensiblement inférieures aux prévisions,
- objectifs stratégiques de la participation non atteints ou différés durablement,
- fragilisation durable de la participation (départ d'hommes clé, litiges, procès ...).

En pratique, en l'absence d'informations suffisantes ou d'autres références, la diminution de valeur s'appliquera par tranches de 25% mais pourra s'appliquer par paliers de 5% notamment lorsque la valeur résiduelle nette de la société sera égale ou inférieure à 25 % de la valeur d'investissement d'origine, si l'évaluateur dispose d'informations suffisantes à cet effet.

Lors d'une opération récente sur les titres de la société émettrice, effectuée par un tiers, dans des volumes significatifs et dans des conditions normales (c'est-à-dire, notamment, donnant l'accès à des droits identiques à ceux des titres détenus par la Société, et départies d'enjeux stratégiques très différents de ceux qui ont justifié l'investissement de la Société), la valorisation des titres de la Société peut être établie sur la base de la valeur de référence pour cette opération.

Lorsque les investissements réalisés dans la société sont assortis de droits différents (du fait par exemple de clauses de liquidité préférentielles, ratchets ou autres mécanismes similaires), il en sera tenu compte dans les évaluations réalisées, dès lors que ces droits seront pertinents et quantifiables au moment de l'évaluation.

2°/ Sociétés dont les titres ne sont pas admis sur un marché réglementé ou régulé (« sociétés non cotées »), ayant atteint une taille critique, un stade de maturité effectif, et enregistré des revenus et/ou des résultats pérennes :

Les valeurs ou titres non cotés sont évalués à leur prix de souscription ou d'acquisition pendant une période d'une (1) année suivant ces opérations, sauf lorsque la Société constate une détérioration notable de la situation et des perspectives de la société émettrice.

Lors d'une opération récente sur les titres de la société émettrice, effectuée par un tiers, dans des volumes significatifs et dans des conditions normales (c'est-à-dire, notamment, donnant l'accès à des droits identiques à ceux des titres détenus par la Société, et départies d'enjeux stratégiques très différents de ceux qui ont justifié l'investissement de la Société), la valorisation des titres de la Société peut être établie sur la base de la valeur de référence pour cette opération.

Tout élément susceptible de diminuer de façon substantielle la valeur d'un investissement doit être intégré dans l'évaluation des Participations détenues par la Société, notamment dans les cas de figure suivants :

- performances ou perspectives de l'entreprise inférieures aux anticipations sur lesquelles la décision d'investissement a été fondée,
- performances systématiquement inférieures aux prévisions,
- objectifs stratégiques de la participation non atteints ou différés durablement,
- fragilisation durable de la participation (départ d'hommes clé, litiges, procès ...).

Dans ces cas de figure, la valeur de l'investissement sera diminuée du montant approprié reflétant cette évolution, afin d'obtenir une Juste Valeur de l'investissement.

En pratique, en l'absence d'informations suffisantes ou d'autres références, la diminution de valeur s'appliquera par tranches de vingt-cinq pour cent (25%), mais pourra s'appliquer par paliers de cinq pour cent (5%), notamment lorsque la valeur résiduelle nette de la société sera égale ou inférieure à vingt-cinq pour cent (25%) de la valeur d'investissement d'origine.

Dans les autres cas que ceux ci-dessus précisés, la Juste Valeur de l'investissement s'établira selon les méthodologies suivantes :

- la valorisation selon les Multiples de résultats, consistant à capitaliser les résultats de l'entreprise, sera la méthodologie la plus fréquemment utilisée, et particulièrement adaptée pour l'évaluation des investissements dans des entreprises établies, profitables (ou intégrant des pertes ponctuelles retraitées pour obtention d'éléments normalisés), et qui évoluent en conformité avec les attentes initiales de la Société, ou plus favorablement :
 - avec application aux résultats de la société (moyennes de résultats arrêtés ou prévisionnels, le cas échéant, retraités selon les principes IFRS), de multiples adaptés et raisonnables (PER, PCF, VE/EBIT, VE/EBITDA, VE/CA),
 - ces multiples émanant de sociétés comparables (et qui appliquent des principes comptables comparables, notamment au regard des IFRS),
 - ce, en intégrant, le cas échéant, une diminution de valeur due à des éléments de fragilité, par exemple, résultant de la taille de la société, du petit nombre d'hommes clé, d'une activité mono client ou mono produit, ou à d'autres éléments de fragilité identifiés.

Une décote de négociabilité sera appliquée à l'évaluation ainsi obtenue, fonction de la capacité de la Société à organiser son désinvestissement de l'entreprise, qui diminuera au fur et à mesure de la perspective de cession et de sa probabilité.

Plus ponctuellement :

- la méthodologie des références sectorielles pourra être utilisée pour les entreprises appartenant à des secteurs spécifiques (faisant appel à des notions du type "prix par abonné", "prix par lit"),
- la méthodologie de l'actif net, consistant à déterminer une valeur d'actif par évaluation des composantes du bilan de l'entreprise, notamment envisageable en cas de cession d'actifs par appartements, pourra être utilisée.
- exceptionnellement, d'autres méthodologies, qui seront décrites dans le rapport de gestion de la Société, pourront être utilisées par la Société lorsque les méthodologies ci-dessus ne sont pas appropriées.
- l'actualisation de flux de trésorerie relatifs à l'investissement peut être utilisée par la Société à des fins de valorisation des investissements, notamment pour des instruments de dette.

La valorisation des lignes dont les évaluations, issues de l'application des méthodes ci-dessus, évoluent peu par rapport au prix de revient de l'investissement à l'origine (plus ou moins dix pour cent (10%)) est maintenue à ce même prix.

3°/ Sociétés dont les titres sont admis sur un marché réglementé ou régulé (« sociétés cotées ») :

Les titres des sociétés cotées détenus directement par la Société sont évalués sur la base du cours demandé ("*bid prices*"), à la date d'arrêt des évaluations sous condition d'un marché actif et de l'absence de restrictions ("*lock up*" par exemple).

Lorsque les volumes d'échange du marché ne sont pas pertinents, le choix d'une décote appropriée sera justifié en fonction du contexte.

Une décote pourra également être appliquée à la valorisation des titres faisant l'objet de lock up.

En cas de lock up de durée supérieure à dix-huit (18) mois ou de volumes de titres détenus correspondant à plus de soixante (60) jours de transactions réalisées sur le marché, la méthode d'évaluation de la société relative aux titres non cotés pourra être retenue, si elle est plus pertinente.

Lorsque l'investissement de la Société a pour sous-jacent une société cotée, la valorisation de l'investissement fait référence aux méthodologies d'évaluation ci-dessus décrites pour les sociétés non cotées, sauf lorsque celles-ci ne sont pas pertinentes en vue d'une évaluation en Juste Valeur.

La Société utilise les mêmes méthodologies d'évaluation d'une période à l'autre, sauf lorsqu'un changement de méthodologie se traduit par une meilleure estimation de la Juste Valeur de l'investissement.

4°/ Les parts de SICAV et FCP sont évalués à leur dernière valeur liquidative connue.

B - VALEUR COMPTABLE BRUTE

La valeur brute des titres est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires, et hors coupons courus à la date d'acquisition, le cas échéant converti en euros au cours du jour du paiement.

Lorsque la valeur estimative est supérieure à la valeur comptable brute, la plus value latente correspondant à la différence n'est pas comptabilisée.

C - PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES T.I.A.P.

Lorsque la valeur estimative est inférieure à la valeur comptable brute, une dépréciation est comptabilisée pour la différence.

D - VALEUR COMPTABLE NETTE

Cette donnée correspond à la valeur comptable brute diminuée des provisions pour dépréciation.

Valeur estimative du portefeuille de TIAP au 31/12/2024

| | Valeur Brute | Provisions | Valeur nette | Plus values latentes | Valeur estimative |
|--------------|---------------------|-------------------|---------------------|-----------------------------|--------------------------|
| TIAP | 26 755 504 | 11 042 260 | 15 713 244 | (*) | 15 713 244 |
| TOTAL | 26 755 504 | 11 042 260 | 15 713 244 | (*) | 15 713 244 |

(*) Les plus-values latentes du portefeuille ne sont pas comptabilisées. Toutefois un montant de plus-value latente globale a été estimé au 31/12/2024 et s'élève à 4,8 M€ ce qui porterait la valeur estimative à 20,5 M€. Cette plus-value latente globale est composée à 67% d'une participation.

Il convient de souligner que les plus-values latentes dans le cadre d'investissements dans des sociétés innovantes en phase d'amorçage peuvent connaître des variations très importantes sur des périodes rapprochées. Ainsi, cette approche de la plus-value latente globale est mentionnée à titre indicatif au 31 décembre 2024 et ne constitue pas une garantie de performance pour Nord France Amorçage.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS

| Immobilisations financières | CAPITAL | RÉSERVES ET REPORT A NOUVEAU AVANT AFFECTATION DES RÉSULTATS | QUOTE PART DU CAPITAL DÉTENUE (%) | VALEUR COMPTABLE DES TITRES DÉTENUS | | PRETS ET AVANCES CONSENTIS PAR LA SOCIÉTÉ ET NON ENCORE REMBOURSÉS | CAUTIONS ET AVALS DONNÉS PAR LA SOCIÉTÉ | CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES DU DERNIER EXERCICE CLOS | RÉSULTATS (BÉNÉFICE OU PERTE) DU DERNIER EXERCICE CLOS | DIVIDENDES ENCAISSÉS PAR LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE | OBSERVATIONS |
|---|-----------|--|--|--|-----------|---|--|---|---|--|---|
| | | | | BRUTE | NETTE | | | | | | |
| Filiales et participations | | | | | | | | | | | |
| A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations dont la valeur brute excède 1% du capital de la société astreinte à la publication | | | | | | | | | | | |
| 1. Filiales (+50% du capital détenu par la société) | | | | | | | | | | | |
| 2. Participations (10 à 50% du capital détenu par la société) | | | | | | | | | | | |
| IMPROVEEZE | 791 030 | -901 100 | 19,74% | 548 611 | 274 305 | | | 1 116 172 | -111 532 | 0 | Comptes clos au 31/12/2023 |
| INNOBIOCHIPS | 142 480 | 473 594 | 15,50% | 807 809 | 258 499 | | | 1 618 271 | 153 998 | 0 | Comptes clos au 31/12/2023 |
| LTLC | 7 223 937 | 0 | 13,16% | 950 772 | 0 | | | 18 000 | -94 986 | | Comptes clos au 31/12/2022 (liquidation judiciaire) |
| Lattice medical | 38 912 | -2 679 499 | 11,88% | 799 900 | 799 900 | | | 64 109 | -1 029 833 | 0 | Comptes clos au 31/12/2023 |
| VETBIOLIX | 46 820 | -369 781 | 11,11% | 649 937 | 649 937 | | | 0 | -169 941 | 0 | Comptes clos au 31/12/2023 |
| OTONOHM | 448 270 | -638 594 | 10,51% | 599 969 | 0 | | | 13 451 | -2 010 653 | | Comptes clos au 30/06/2021 (liquidation judiciaire) |
| | | | | 4 356 999 | 1 982 642 | | | | | | |
| B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations dont la valeur brute n'excède pas 1% du capital de la société astreinte à la publication | | | | | | | | | | | |
| 1. Filiales non reprises au paragraphe A (+50% du capital détenu par la société) | | | | | | | | | | | |
| a) Filiales françaises (ensemble) | | | | | | | | | | | |
| b) Filiales étrangères (ensemble) | | | | | | | | | | | |
| 2. Participations non reprises au paragraphe A (10 à 50% du capital détenu par la société) | | | | | | | | | | | |
| a) Dans les sociétés françaises (ensemble) | | | | | | | | | | | |
| b) Dans les sociétés étrangères (ensemble) | | | | | | | | | | | |
| | | | | 4 076 354 | 2 252 777 | | | | | | |

NORD FRANCE AMORÇAGE

Société par actions simplifiée au capital de 50
Siège social à Lille (59555), 151, boulevard de Prés
752 975 631 RCS Lille

| |
|--|
| Accusé de réception – Ministère de l'intérieur |
| 12179595 |
| Acte Certifié exécutoire |
| Envoi Préfecture : 24/06/2025 |
| Retour Préfecture : 24/06/2025 |

R A P P O R T D E G E S T I O N

S O U M I S A L ' A S S O C I E U N I Q U E

L E 1 9 J U I N 2 0 2 5

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée délibérante de l'associé unique afin de vous rendre compte de la gestion de la Société au cours de son exercice, et de vous proposer différentes résolutions d'approbation des comptes et d'affectation du résultat.

1. ACTIVITE

L'année 2024 a été consacrée à la poursuite de la politique d'investissement de Nord France Amorçage et aux réinvestissements dans des entreprises déjà présentes en portefeuille.

La Société a poursuivi l'objectif de favoriser le démarrage et la croissance de jeunes entreprises fondées sur la valorisation d'une innovation technologique, de services ou d'usages, créatrices de richesse et d'emplois dans la Région Hauts-de-France.

A ce titre, la Société a présenté 16 dossiers en mise à l'étude au Conseil de la Stratégie, 15 présentés en Comité Consultatif d'Investissement dont 15 ont reçu un avis favorable du Comité Consultatif d'Investissement.

Ainsi, au 31 décembre 2024, le portefeuille de la Société s'élève à 26,7 millions d'euros et compte 67 sociétés de la Région Hauts-de-France.

Au cours de l'exercice 2024, les 15 sociétés ayant bénéficié de l'intervention de la Société, lors d'un premier investissement ou d'un réinvestissement au cours de cet exercice, sont :

- Paprwork (solution de collecte de données sécurisée et compatible avec la RGPD)
- Nutri Earth (producteur de vitamine D3)
- Energo (technologie innovante pour convertir des gaz en molécules d'intérêt)
- Privamap (solution de géo guidage pour sites industriels)
- Vaxinano (développement de nouveaux vaccins)
- Ackomas (solution pour la conformité réglementaire pour les dispositifs médicaux)
- Virtysens (solution non médicamenteuse stimulant les 5 sens)
- Skapane (solution spécialisée dans le traitement Big Data et Machine Learning)
- Trackap (IoT de traçage GPS pour la mobilité douce)
- Zymoptiq (instruments de métrologie pour la mesure enzymatique)

- Vetbiolix (biotechnologie vétérinaire)
- Axorus (développement d'interfaces neuro-électronique)
- Xprochem (conception, synthèse et étude avancée de protéines et peptides)
- Neuronalys (solutions logicielles basées sur l'intelligence artificielle)
- Hemerion (solution thérapeutiques innovantes contre le cancer)

Le montant moyen investi par opération est de 223 k€. Il est de 270 k€ par nouveau investissement et de 199 k€ par réinvestissement.

| Date | Participation | Montant (k€) | Tour de table (k€) | Détention | Intervention |
|------------|---------------|--------------|--------------------|-----------|------------------|
| 25/01/2024 | Papwork | 200 | 700 | 6,5% | Investissement |
| 12/04/2024 | Nutri Earth | 300 | 3 900 | 7,5% | Réinvestissement |
| 19/04/2024 | Energo | 500 | 16 499 | 0,9% | Investissement |
| 25/04/2024 | Privamap | 100 | 400 | 10,0% | Réinvestissement |
| 15/05/2024 | Vaxinano | 300 | 2 100 | 2,2% | Investissement |
| 27/06/2024 | Ackomas | 200 | 966 | 6,3% | Investissement |
| 04/07/2024 | Virtysens | 150 | 828 | 4,8% | Investissement |
| 29/08/2024 | Skapane | 50 | 200 | 6,6% | Réinvestissement |
| 09/09/2024 | Trackap | 150 | 450 | 13,2% | Réinvestissement |
| 02/10/2024 | Zymoptiq | 246 | 1 650 | 9,1% | Réinvestissement |
| 04/11/2024 | Vetbiolix | 300 | 2 561 | 11,1% | Réinvestissement |
| 02/12/2024 | Axorus | 200 | 850 | 11,1% | Réinvestissement |
| 05/12/2024 | Xprochem | 120 | 455 | 11,2% | Réinvestissement |
| 14/12/2024 | Neuronalys | 25 | 160 | 4,2% | Réinvestissement |
| 16/12/2024 | Hemerion | 500 | 4 000 | 4,9% | Réinvestissement |
| | TOTAL | 3 340 | 35 719 | | |

Quatre cessions totales ont été réalisées durant l'exercice (Hainaut Plast Industry, Crime Science Technologies, OCR Vet et Alicante) et quatre sorties pour radiation ont été enregistrées (Starton IT, Prémédit, La Préserverie et Wetton Craft).

Enfin, nous vous indiquons que le 31 décembre 2024, le capital de la société a été porté de 37 millions d'euros à 50 millions d'euros par une augmentation de capital en numéraire de 13 millions d'euros. Cette augmentation de capital a été intégralement souscrite par l'actionnaire unique de Nord France Amorçage, la Région Hauts-de-France.

2. RESULTATS DE L'EXERCICE 2024

La présentation des comptes annuels de l'exercice 2024 et les méthodes d'évaluation retenues n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice fait apparaître une perte de 1 858 219 € (contre une perte de 1 864 898 € au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023).

- **Compte de résultat**

Nous rappelons que la Société enregistre de façon quasi exclusive : (i) des charges liées aux investissements et à son fonctionnement ; (ii) et des revenus dégagés par le portefeuille dans le cadre d'émissions d'actions, d'emprunts obligataires, de comptes courants, ou autres valeurs mobilières génératrices de revenus mobiliers récurrents, ainsi que dans quelques années, lors de la réalisation de plus-values de cession sur titres de participations ; (iii) et des provisions, le cas échéant, sur titres de participations.

Résultat d'exploitation

Les charges d'exploitation de cet exercice comprennent :

- les honoraires de gestion versés au gestionnaire (699 K€ TTC) ;
- les honoraires sur dossiers et sur cessions (47 K€) ;
- les honoraires du CAC et de l'expert-comptable (23,4 K€) ;
- les autres frais divers de fonctionnement (5,6 K€).

Pour respecter les exigences du régime des Sociétés de Capital Risque, la Société ne pratique pas de facturation à des tiers.

Le résultat d'exploitation s'établit à - 775 K€ (il s'établissait à - 741 K€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023).

Résultat financier

Les revenus de la Société sont constitués des coupons reçus des obligations convertibles des participations à hauteur de 152 K€, d'intérêts de comptes courants à hauteur de 1,7 K€, d'intérêts de dépôts à terme à hauteur de 210 K€ et d'intérêts sur VMP à hauteur de 70 K€.

Le portefeuille de Titres Immobilisés de l'Activité de Portefeuille (« TIAP ») est évalué, conformément aux « Valuation Guidelines » préconisées par l'International Private Equity and Venture Capital Valuation (IPEV) Board. Le montant des provisions de l'exercice s'élève à 2 117 K€. Parallèlement, des reprises de provisions ont été constatées pour 2 640 K€.

Le résultat financier s'établit à 958 K€, après prise en considération des provisions, reprises de provisions et produits financiers (contre - 1 218 K€ pour l'exercice clos le 31 décembre 2023).

Résultat exceptionnel

La cession de quatre participations a permis d'enregistrer des plus-values à hauteur de 264 K€ contre balancées par des moins-values pour - 1 542 K€. Par ailleurs, des moins-values sur sorties de participations radiées ont été enregistrées pour - 761 K€ entièrement compensées par les reprises de provisions concernées.

Le résultat exceptionnel s'élève à - 2 041 K€.

- **Bilan**

Actif

| | Brut | Amortissement & Provisions | Net |
|---|-------------------|---------------------------------------|-------------------|
| Capital souscrit non appelé | 9 000 000 | | 9 000 000 |
| Immobilisations Financières | 26 506 502 | 10 838 204 | 15 668 298 |
| <i>Actions</i> | 22 645 026 | 8 856 602 | 13 788 425 |
| <i>Obligations</i> | 3 861 476 | 1 981 602 | 1 879 873 |
| <i>BSA</i> | 0 | | |
| TIAP & autres titres immobilisés | 253 963 | 220 973 | 32 990 |
| <i>Comptes Courants</i> | 227 570 | 204 056 | 23 514 |
| <i>Intérêts courus des obligations</i> | 25 667 | 16 554 | 9 113 |
| <i>Intérêts courus des comptes courants</i> | 727 | 363 | 363 |
| ACTIF IMMOBILISE | 26 760 465 | 11 059 178 | 15 701 288 |

L'actif immobilisé net s'élève à 15 701 K€ (contre 14 821 K€ au titre de l'exercice clos le 31/12/2023).

| | Brut | Amortissement & Provisions | Net |
|------------------------------------|-------------------|---------------------------------------|-------------------|
| Créances | 150 489 | 72 437 | 78 052 |
| Disponibilités | 10 943 330 | 0 | 10 943 330 |
| <i>Banques</i> | 4 650 775 | | 4 650 775 |
| <i>Placements VMP</i> | 2 277 328 | | 2 277 328 |
| <i>Comptes à terme</i> | 4 000 000 | | 4 000 000 |
| <i>Intérêts à recevoir</i> | 15 227 | | 15 227 |
| Charges constatées d'avance | 0 | 0 | 0 |
| ACTIF CIRCULANT | 11 093 819 | 72 437 | 11 021 382 |

L'actif circulant s'élève à 11 021 K€ (contre 9 717 K€ au titre de l'exercice clos le 31/12/2023).

Passif

| PASSIF | Net |
|---|-------------------|
| Capital | 50 000 000 |
| Report à nouveau | -12 824 238 |
| Résultat de l'exercice | -1 858 219 |
| Capitaux propres | 35 317 543 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 405 126 |
| Dettes fiscales et sociales | 0 |
| Autres dettes | 0 |
| PASSIF | 35 722 669 |

Le capital est de 50 millions d'euros dont 41 millions versés.

Les capitaux propres s'élèvent au 31 décembre 2024 à 35 318 K€.

Le « total passif » est passé de 24 538,04 K€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023 à 35 722,67 K€.

Par ailleurs, il n'existe pas de litige ou arbitrage susceptible d'avoir, ou ayant eu, dans un passé récent, une incidence sensible sur la situation financière de la Société, son activité et son résultat.

Solde des dettes fournisseurs

Nous vous rappelons que l'article L. 441-6-1 du Code de commerce, prévoit que les sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un commissaire aux comptes publient des informations sur les délais de paiement de leurs fournisseurs suivant des modalités définies par décret.

Le décret n° 2008-1492 du 30 décembre 2008 prévoit la publication dans le rapport de gestion des sociétés, de la "décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance" conformément aux dispositions de l'article D. 441-4 du Code de commerce.

En conséquence, nous vous indiquons que :

- le montant total au 31 décembre 2024 du solde des dettes à l'égard des fournisseurs s'élève à 29 K€. Vous trouverez la décomposition de ce solde au moyen du tableau ci-dessous en fonction des différentes échéances de délais de paiement :

| TTC en Euros | Article D.441 I.-1° : Factures <u>recues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu | | | | | | Article D.441 I.-2° : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu | | | | | |
|---|--|--------------|---------------|---------------|------------------|------------------------|--|--------------|---------------|---------------|------------------|------------------------|
| | 0 jour (indicatif) | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total (1 jour et plus) | 0 jour (indicatif) | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total (1 jour et plus) |
| (A) Tranche de retard de paiement | | | | | | | | | | | | |
| Nombre de factures concernées | | | | | | | 0 | | | | | 0 |
| Montant total des factures concernées | 29 363,86 | | | | | | | | | | | |
| Pourcentage du montant total des achats de l'exercice | 6,80% | | | | | | | | | | | |
| Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice | | | | | | | | | | | | |
| (B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées | | | | | | | | | | | | |
| Nombre des factures exclues | | | | | | | | | | | | |
| Montant total des factures exclues | | | | | | | | | | | | |
| (C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce) | | | | | | | | | | | | |
| Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement | <input type="checkbox"/> Délais contractuels : <input type="checkbox"/> Délais légaux : 30 jours | | | | | | <input type="checkbox"/> Délais contractuels : <input type="checkbox"/> Délais légaux : 30 jours | | | | | |

- le montant total au 31 décembre 2023 du solde des dettes à l'égard des fournisseurs s'élève à 329 K€. Vous trouverez la décomposition de ce solde au moyen du tableau ci-dessous en fonction des différentes échéances de délais de paiement :

| TTC en Euros | Article D.441 I.-1° : Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu | | | | | | Article D.441 I.-2° : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu | | | | | | |
|---|--|--------------|---------------|---------------|------------------|---------------------------|--|--------------|---------------|---------------|------------------|---------------------------|---|
| | 0 jour (indicatif) | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total (1 jour et plus) | 0 jour (indicatif) | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total (1 jour et plus) | |
| (A) Tranche de retard de paiement | | | | | | | | | | | | | |
| Nombre de factures concernées | | | | | | | 0 | | | | | | 0 |
| Montant total des factures concernées | 328 733,17 | | | | | | | | | | | | |
| Pourcentage du montant total des achats de l'exercice | 32,71% | | | | | | | | | | | | |
| Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice | | | | | | | | | | | | | |
| (B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées | | | | | | | | | | | | | |
| Nombre des factures exclues | | | | | | | | | | | | | |
| Montant total des factures exclues | | | | | | | | | | | | | |
| (C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce) | | | | | | | | | | | | | |
| Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement | <input type="checkbox"/> Délais contractuels : <input type="checkbox"/> Délais légaux : 30 jours | | | | | | <input type="checkbox"/> Délais contractuels : <input type="checkbox"/> Délais légaux : 30 jours | | | | | | |

3. AFFECTATION DU RESULTAT

Il vous est proposé d'affecter la perte de l'exercice, s'élevant à 1 858 219,45 €, au compte Report à nouveau.

Suite à cette affectation, le compte « Report à nouveau » passerait ainsi de - 12 824 237,37 € à -14 682 456,82 €.

Aucun dividende n'a été distribué depuis la création de la société.

4. EVENEMENTS POST CLOTURE

Néant.

5. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

La société n'a développé aucune activité en matière de recherche et développement.

6. CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L. 227-10 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune convention réglementée n'a été conclue au cours l'exercice.

7. DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

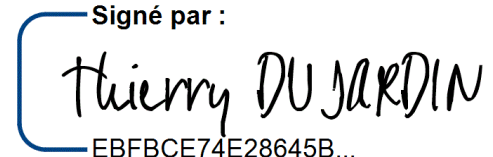
Nous vous informons qu'au cours de l'exercice écoulé, notre société n'a engagé aucune dépense ou charge non déductible des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés visées à l'article 39.4 du Code Général des Impôts.

8. PERSPECTIVES DE L'EXERCICE EN COURS

Compte tenu de la nature des activités de la Société, il est difficile d'établir des prévisions précises sur l'ensemble de l'exercice.

NFA poursuit son accompagnement de sociétés innovantes (primo investissement et réinvestissement sur le portefeuille actuel) et reste pro-active sur la réalisation de nouvelles cessions avec plus-value, certaines sociétés étant actuellement sous mandat de cession ou de levée de fonds.

Signé par :



EBFBCE74E28645B...

Thierry DUJARDIN

Le Président

| Détail des postes | Valeurs brutes | Amortis. et provisions | Valeurs nettes | Au 311223 |
|---|----------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| Capital souscrit non-appelé (I) | 9 000 000,00 | | 9 000 000,00 | |
| Capital souscrit non-appelé (I) | 9 000 000,00 | | 9 000 000,00 | |
| ACT CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE 10900000 | 9 000 000,00 | | 9 000 000,00 | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions, brevets, droits simil | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immob. incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes sur immos | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techn., mat., outil | | | | |
| Autres immob. corporelles | | | | |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances & acomptes | | | | |
| Immobilisations financières | 26 760 465,40 | 11 059 177,57 | 15 701 287,83 | 14 821 256,69 |
| Participations selon mise en équ. | | | | |
| Autres participations | 26 506 502,14 | 10 838 204,18 | 15 668 297,96 | 14 821 136,36 |
| ACTIONS 27310000 | 22 645 026,30 | | 22 645 026,30 | 22 307 607,21 |
| OBLIGATIONS 27320000 | 3 861 475,84 | | 3 861 475,84 | 3 862 960,37 |
| PROV DEPREC ACTIONS NON COTE 29731000 | | 8 856 601,74 | -8 856 601,74 | -9 481 567,35 |
| PROV DEPREC OBLIGATIONS 29732000 | | 1 981 602,44 | -1 981 602,44 | -1 867 863,87 |
| Créances rattach. à des particip. | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immob. financières | 253 963,26 | 220 973,39 | 32 989,87 | 120,33 |
| CCT RATTACHES A DES TIAP 27610000 | 227 569,87 | | 227 569,87 | 196 219,39 |
| INTERETS COURUS SUR OC 27672000 | 25 666,61 | | 25 666,61 | 120,33 |
| INT. COURUS/CCT RATTACHES TIAP 27688000 | 726,78 | | 726,78 | |
| PROV DEP CCT RATTACHES A DES TI 29761000 | | 204 056,17 | -204 056,17 | -196 219,39 |
| PROV DEPREC INT OC 29767200 | | 16 553,83 | -16 553,83 | |
| PROV DEP INT/CCT RATTACHES A TI 29768800 | | 363,39 | -363,39 | |
| TOTAL II | 35 760 465,40 | 11 059 177,57 | 24 701 287,83 | 14 821 256,69 |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Matières premières & approvision | | | | |
| En cours de production de biens | | | | |
| En cours production de services | | | | |
| Produits intermédiaires & finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances & acomptes versés/com. | | | | |
| Avances & acomptes versés/com. | | | | |
| Créances | 150 488,97 | 72 437,17 | 78 051,80 | 112 404,20 |

| Détail des postes | Valeurs brutes | Amortis. et provisions | Valeurs nettes | Au 311223 |
|--|----------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| Clients et comptes rattachés | | | | |
| Autres créances | 150 488,97 | 72 437,17 | 78 051,80 | 112 404,20 |
| ETAT PRODUITS A RECEVOIR 44870000 | | | 1 505,00 | 1 505,00 |
| CREDITEURS DIVERS 46700000 | | | 31 057,20 | 31 057,20 |
| CREANCES SUR TITRES NC 46701000 | 150 488,97 | | 150 488,97 | 189 160,58 |
| PROV DEP AUTRES COMPTES DEBIT 49670000 | | 72 437,17 | -72 437,17 | -109 318,58 |
| Capital souscrit appelé non versé | | | | |
| Divers | 10 943 329,91 | | 10 943 329,91 | 9 604 374,91 |
| Valeurs mobilières de placement | 2 277 327,91 | | 2 277 327,91 | 2 209 283,46 |
| PLACEMENTS 50800000 | 2 277 327,91 | | 2 277 327,91 | 2 209 283,46 |
| Disponibilités | 8 666 002,00 | | 8 666 002,00 | 7 395 091,45 |
| CREDIT AGRICOLE CE 51211100 | 650 775,00 | | 650 775,00 | 274 096,45 |
| CRED AGRICOLE AUG CAPITAL 51211101 | 4 000 000,00 | | 4 000 000,00 | |
| BANQUE COMPTES A TERME 51220000 | 4 000 000,00 | | 4 000 000,00 | 7 000 000,00 |
| BANQUE INTERETS A RECEVOIR 51880000 | 15 227,00 | | 15 227,00 | 120 995,00 |
| Charges constatées d'avance | | | | |
| Charges constatées d'avance | | | | |
| TOTAL III | 11 093 818,88 | 72 437,17 | 11 021 381,71 | 9 716 779,11 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | |
| Primes rembours. d'obligations (IV) | | | | |
| Primes de rembours. d'obligations | | | | |
| Ecart de conversion actif (V) | | | | |
| Ecart de conversion actif (VI) | | | | |
| TOTAL GENERAL (I à VI) | 46 854 284,28 | 11 131 614,74 | 35 722 669,54 | 24 538 035,80 |

Impression provisoire

| Détail des postes | | Valeurs nettes | Au 311223 |
|--|----------|-----------------------|-----------------------|
| Capital social ou individuel | | 50 000 000,00 | 37 000 000,00 |
| Capital social ou individuel | | 50 000 000,00 | 37 000 000,00 |
| CAPITAL NON APPELE | 10110000 | 9 000 000,00 | |
| CAPITAL APPELE VERSE | 10130000 | 41 000 000,00 | 37 000 000,00 |
| Primes d'émission, de fusion | | | |
| Primes d'émission, de fusion | | | |
| Ecart de réévaluation | | | |
| Ecart de réévaluation | | | |
| Réserves | | | |
| Réserve légale | | | |
| Rés. statutaires ou contractuelles | | | |
| Réserves réglementées | | | |
| Autres réserves | | | |
| Report à nouveau | | -12 824 237,37 | -10 959 339,42 |
| Report à nouveau | | -12 824 237,37 | -10 959 339,42 |
| REPORT A NOUVEAU | 11000000 | -12 824 237,37 | -10 959 339,42 |
| Acompte sur boni de Liquidation | | | |
| Acompte sur boni de Liquidation | | | |
| Résultat de l'exercice | | -1 858 219,45 | -1 864 897,95 |
| Résultat de l'exercice | | -1 858 219,45 | -1 864 897,95 |
| Subventions d'investissement | | | |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | | | |
| Provisions réglementées | | | |
| TOTAL (I) | | 35 317 543,18 | 24 175 762,63 |
| Produits émissions titres particip. | | | |
| Produits émissions titres particip | | | |
| Avances conditionnées | | | |
| Avances conditionnées | | | |
| TOTAL (II) | | | |
| Provisions pour risques | | | |
| Provisions pour risques | | | |
| Provisions pour charges | | | |
| Provisions pour charges | | | |
| TOTAL (III) | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | |

| Détail des postes | | Valeurs nettes | Au 311223 |
|--|--|----------------------|----------------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | |
| Emprunts & dettes aup. étab. crédit | | | |
| Emprunts & dettes aup. étab. crédit | | | |
| Emprunts et dettes financ. divers | | | |
| Emprunts et dettes financ. divers | | | |
| Avanc. & cptes reçus/com en cours | | | |
| Av. & ac. reçus s/com. en cours | | | |
| Dettes fourniss. & cptes rattachés | | 405 126,36 | 362 273,17 |
| Dettes fourniss. & cptes rattachés | | 405 126,36 | 362 273,17 |
| FOURNISSEURS 40100000 | | 29 363,86 | 328 733,17 |
| FRS FACTURES NON PARVENUES 40810000 | | 375 762,50 | 33 540,00 |
| Dettes fiscales et sociales | | | |
| Dettes fiscales et sociales | | | |
| Dettes sur immo. et cptes rattachés | | | |
| Dettes sur immo. & cptes rattachés | | | |
| Autres dettes | | | |
| Autres dettes | | | |
| Produits constatés d'avance | | | |
| Produits constatés d'avance | | | |
| TOTAL (IV) | | 405 126,36 | 362 273,17 |
| Ecarts de conversion passif (V) | | | |
| Ecarts de conversion passif | | | |
| TOTAL GENERAL (I à V) | | 35 722 669,54 | 24 538 035,80 |

| Détail des postes | | Au 311224 | Au 311223 |
|--|--|---------------------|---------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | |
| Montant net Chiffre d'affaires | | | |
| Ventes de marchandises | | | |
| Production vendue (B&S) | | | |
| Autres produits d'exploitation | | | |
| Production stockée | | | |
| Production immobilisée | | | |
| Subventions d'exploitation | | | |
| Reprise /prov. & transferts charge | | | |
| Autres produits | | | |
| <i>PRODUITS DIVERS GESTION COURA 75800000</i> | | | 15,70 |
| TOTAL | | | 15,70 |
| Autres achats et charges externes | | | |
| <i>MAINTENANCE 61560000</i> | | -774 909,98 | -738 925,68 |
| <i>HONORAIRES DIVERS intracom 62260001</i> | | -370,63 | -370,66 |
| <i>HONORAIRES / CESSIONS 62260200</i> | | -27 707,83 | -27 213,93 |
| <i>HONORAIRES DU GESTIONNAIRE 62264010</i> | | -46 951,93 | -2 400,00 |
| <i>ANNONCES ET INSERTIONS (EXO) 62311000</i> | | -698 672,20 | -703 913,28 |
| <i>RECEPTIONS (EXO) 62570100</i> | | | -116,42 |
| <i>SERVICES BANCAIRES (EXO) 62780100</i> | | | -3 657,20 |
| <i>COTISATIONS 62810000</i> | | -1 157,39 | -1 204,19 |
| | | -50,00 | -50,00 |
| MARGE SUR M/SES & MAT | | -774 909,98 | -738 909,98 |
| Impôts, taxes et vers. assimilés | | | |
| Impôts, taxes et vers/ assimilés | | | |
| <i>CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRI 63511100</i> | | | -1 876,00 |
| | | | -1 876,00 |
| Charges du personnel | | | |
| Salaires et traitements | | | |
| Charges sociales | | | |
| Dotations aux amortis. & provisions | | | |
| Amort. sur immobilisations | | | |
| Provis. sur immobilisations | | | |
| Provis. sur actif circulant | | | |
| Amort. pour risque et charges | | | |
| Autres charges | | | |
| Autres charges | | | |
| <i>CHARGES DIVERSES GESTION COU 65800000</i> | | | -34,25 |
| | | | -34,25 |
| TOTAL | | -774 909,98 | -740 835,93 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | -774 909,98 | -740 820,23 |
| QUOTES-PARTS RESULTATS /OP COM (II) | | | |
| Quotes parts résultat/op. comm. | | | |
| QUOTES-PARTS RESULTATS /OP COM (II) | | | |
| Quotes-parts résultats/op comm. | | | |
| PRODUITS FINANCIERS (III) | | 3 074 291,21 | 1 858 889,60 |

Impression provisoire

| Détail des postes | | Au 311224 | Au 311223 |
|--------------------------------------|----------|----------------------|----------------------|
| De participations | | 153 444,15 | 144 041,40 |
| INTERETS DES OC | 76210100 | 151 774,21 | 143 017,08 |
| INTERETS SUR CCT (TIAP) | 76270000 | 1 669,94 | 1 024,32 |
| D'autres valeurs mobil. & créances | | | |
| Autres intérêts et produits assim. | | 210 414,33 | 187 532,84 |
| INTERETS / CAT | 76403000 | 210 414,33 | 187 532,84 |
| Reprise/provis. & transf. charges | | 2 640 123,94 | 1 516 992,03 |
| REP PROV ACTIONS NON COTEES | 78662000 | 2 268 895,77 | 869 440,12 |
| REP PROV OBLIGATIONS | 78662040 | 300 003,81 | 421 082,88 |
| REP PROV CCT | 78662070 | 25 000,00 | 137 500,00 |
| REP PROV CREANCES FINANCIERES | 78662080 | 46 224,36 | 56 082,13 |
| REP PROV INT OC | 78662090 | | 31 147,17 |
| REP PROV INT CCT | 78662100 | | 1 739,73 |
| Différ. positives de change | | | |
| Prod. nets/cess. val. mobil. plac. | | 70 308,79 | 10 323,33 |
| PRODUITS NETS SUR CESSIONS DE | 76700000 | 70 308,79 | 10 323,33 |
| CHARGES FINANCIERES (III) | | -2 116 769,49 | -3 076 887,97 |
| Dot. aux amort. & aux provisions | | -2 116 769,49 | -3 076 887,97 |
| DOT PROV ACTIONS NON COTEES | 68662000 | -1 643 930,16 | -2 564 897,26 |
| DOT PROV OBLIGATIONS | 68662040 | -413 742,38 | -470 327,73 |
| DOT PROV CCT | 68662070 | -32 836,78 | -12 469,39 |
| DOT PROV CREANCES | 68662080 | -9 342,95 | -29 193,59 |
| DOT PROV INT OC | 68662090 | -16 553,83 | |
| DOT PROV INT CCT | 68662100 | -363,39 | |
| Intérêts et charges assimilées | | | |
| Différences négatives de change | | | |
| Charges nettes/cess. mob. de plac. | | | |
| RESULTAT FINANCIER | | 957 521,72 | -1 217 998,37 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS (IV) | | 1 413 194,04 | 1 374 995,08 |
| Sur opérations de gestion | | | |
| Sur opér. de capital, cess. actifs | | 1 413 194,04 | 1 374 995,08 |
| PRIX CESS ACTIONS NON COTEES | 77560000 | 884 907,58 | 766 786,22 |
| PRIX CESS OBLIGATIONS | 77560400 | 526 254,48 | 428 208,86 |
| PRIX CESS CCT | 77560700 | 2 031,98 | 180 000,00 |
| Sur opér. de capital, subv. d'inv. | | | |
| Autres opér. de capital | | | |
| Reprises/prov. & transf.de charges | | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES (IV) | | -3 454 025,23 | -1 281 074,43 |
| Sur opérations de gestion | | | |
| Sur opérations en capital | | -3 454 025,23 | -1 281 074,43 |
| PRIX D'ACQUIS ACTIONS NC CEDEES | 67560000 | -2 802 770,75 | -519 256,68 |
| PRIX D'ACQUIS OBLIGATIONS CEDE | 67560400 | -626 254,48 | -556 817,75 |
| PRIX D'ACQUIS CCT CEDES | 67560700 | -25 000,00 | -205 000,00 |
| Dotations aux amort. & provis. | | | |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | | -2 040 831,19 | 93 920,65 |
| IMPOTS SUR LES BENEFICES (VI) | | | |

NORD FRANCE AMORCAGE

151 boulevard Président Hoover

59555 LILLE

Compte de résultat

Document fin d'exercice

N° Siret 75297563100017

NAF (APE) 6499Z

N° Identifiant

Période du 01/01/24

au 31/12/24

Tenue de compte : EURO

© Sage - Sage 100 Comptabilité Premium 10.11

Date de tirage 12/03/25

à 11:19:33

Page :

3

| Détail des postes | | | Au 311224 | Au 311223 |
|---|--|--|----------------------|----------------------|
| Impôts sur les bénéfices RESULTAT DE L'EXERCICE | | | -1 858 219,45 | -1 864 897,95 |

Impression provisoire